

Combattons la dégradation de nos routes  
en évitant de surcharger nos véhicules

SAFER



N° 963 du 6 mai 2026 Prix 250 F cfa

# LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

VÈ RÉPUBLIQUE



## Un an après, les preuves d'un tournant politique assumé

Classement RSF 2026 P.4

### Le Togo signe une percée remarquable et confirme sa dynamique de réformes



1ER MAI À LA PRÉSIDENTIE  
DU CONSEIL

### L'hommage solennel au travail et aux bâisseurs de l'État P.4



INDÉPENDANCE TOGOLAISE

### D'un héritage à une exigence, la nouvelle doctrine du 27 avril P.3



LE DIGITAL AU SERVICE  
DES FEMMES P.7

### Yas Togo lance une édition ambitieuse de Dagan Connectée



EAU POTABLE P.4

### Le Togo franchit un cap historique avec 343 postes autonomes en une année

## Editorial

Indépendance  
en action

### L'EXIGENCE DES RÉSULTATS

L'adresse du Président du Conseil à l'occasion du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo marque une inflexion notable dans la manière de penser la souveraineté. Loin d'un simple exercice commémoratif, le discours redéfinit l'indépendance comme une responsabilité permanente, inscrite dans une logique d'action et de résultats plutôt que dans la seule mémoire historique. En mettant en avant les notions de souveraineté et de résilience, l'exécutif esquisse une stratégie pragmatique : renforcer les capacités internes tout en maintenant des partenariats équilibrés. Dans un contexte international incertain, cette approche vise à réduire les dépendances tout en consolidant les bases d'un développement durable.

Surtout, le discours recentre l'action publique sur le citoyen. L'emploi des jeunes, l'accès aux services essentiels et l'équité territoriale deviennent des indicateurs clés de la souveraineté. Le triptyque « Protéger, Rassembler, Transformer » traduit cette orientation en priorités claires, appelées à structurer les politiques publiques à venir.

Reste désormais l'essentiel : la mise en œuvre. En ouvrant la voie à une gouvernance plus inclusive et en annonçant une nouvelle feuille de route, le pouvoir élève le niveau d'exigence. Car en faisant des résultats le véritable critère de l'indépendance, il engage l'État à transformer l'ambition en réalisations concrètes.

El Hadj Bouraïma  
TCHABORE

Diplomatique

## LE TOGO CONSOLIDE SES ALLIANCES À L'EST

De Bichkek à Issyk-Koul, Faure Gnassingbé n'a pas seulement effectué une visite officielle, il a tracé les contours d'une stratégie diplomatique ambitieuse, où souveraineté, diversification et coopération concrète se conjuguent pour positionner le Togo comme un acteur ouvert, agile et résolument tourné vers de nouveaux horizons.

Arrivé le 28 avril 2026 à Bichkek à l'invitation du Président kirghize Sadyr Japarov, le Président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé a entamé une visite officielle qui s'inscrit dans une dynamique de redéfinition des axes de la diplomatie togolaise. Dès les premières heures de son séjour, le ton est donné : accueil chaleureux, respect des traditions protocolaires et volonté partagée d'inscrire les relations bilatérales dans une perspective stratégique durable. Le dîner offert au parc naturel d'État Ala Archa National

Park, suivi d'une immersion dans la richesse culturelle kirghize à travers une exposition ethnographique, a posé les bases d'un dialogue mêlant diplomatie politique et rapprochement culturel. Mais au-delà des symboles, cette visite s'inscrit dans une logique d'efficacité et de résultats. Très rapidement, les deux chefs d'État ont engagé des échanges directs, consolidés par des séances de travail élargies à leurs délégations respectives. Au cœur des discussions : les opportunités d'investissement, la coopération sectorielle et la mise en place d'un partenariat structuré entre Lomé et Bichkek. Cette rencontre de haut niveau marque une étape historique, comme l'a souligné le Président kirghize, rappelant que Faure Essozimna Gnassingbé est le premier dirigeant africain à effectuer une visite officielle dans ce pays d'Asie centrale.

Le 29 avril, cette dynamique s'est concrétisée par une cérémonie solennelle de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant des secteurs stratégiques tels que la diplomatie, l'économie numérique, la culture, l'éducation, la santé, l'agriculture et les investissements. Loin d'une diplomatie d'apparat, ces engagements traduisent une véritable ingénierie diplomatique, fondée sur des mécanismes opérationnels, des groupes de travail identifiés et des échéances précises.

Dans le domaine diplomatique, l'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports officiels vient fluidifier les échanges institutionnels et renforcer les liens d'amitié. Sur le plan numérique, les deux pays s'engagent dans une transformation ambitieuse de leurs administrations, intégrant e-gouvernement, cybersécurité et déploiement d'infrastructures modernes, dont la 5G. La culture n'est

pas en reste, avec un accord visant à promouvoir les patrimoines et encourager les industries créatives, traduisant une volonté commune de valoriser les identités tout en favorisant les échanges.

Sur le plan économique, la signature d'accords relatifs à la promotion et à la protection des investissements ouvre des perspectives inédites, notamment pour la jeunesse togolaise, désormais tournée vers les marchés d'Asie centrale. L'éducation, érigée en levier de



souveraineté, bénéficie d'un cadre de coopération favorisant la mobilité académique et la reconnaissance des diplômes. Quant à la santé, elle s'impose comme un pilier de cette nouvelle diplomatie, avec un accent mis sur la prévention, la recherche et le renforcement des capacités médicales.

Le secteur agricole, essentiel pour les deux nations, fait également l'objet d'un accord structurant visant la sécurité alimentaire à travers le partage d'expertise et le développement de projets conjoints. Ainsi, chaque domaine abordé s'inscrit dans une logique de complémentarité et de bénéfices mutuels, consolidant un partenariat appelé à durer.

En marge des engagements institutionnels, le Président du Conseil a tenu à honorer la mémoire nationale kirghize en se rendant au complexe historique Ata-Beyit, où il a déposé une gerbe au mémorial Urkun. Ce geste, empreint de solennité, traduit l'attachement du Togo aux valeurs de mémoire, de paix et de solidarité entre les peuples. Il s'inscrit dans une tradition diplomatique forte, où le respect de l'histoire devient un levier de rapprochement entre les nations.

La visite s'est ensuite poursuivie par une série de déplacements sur des sites institutionnels et économiques majeurs. Au siège des douanes d'État, Faure Essozimna Gnassingbé a découvert les avancées du Kirghizistan en matière de digitalisation et d'intégration de l'intelligence artificielle dans les services publics. Une expérience jugée inspirante, susceptible d'alimenter les réformes en cours au Togo.

À la Banque nationale kirghize, les discussions ont porté sur des enjeux macroéconomiques clés : maîtrise de l'inflation, gestion du taux de change,

systèmes de paiement et gouvernance financière. Ces échanges techniques traduisent une volonté de coopération approfondie, dépassant le cadre politique pour s'ancrer dans les fondamentaux économiques.

La visite de l'entreprise d'État Uchkun, spécialisée dans la production de documents sécurisés, a également retenu l'attention de la délégation togolaise. Dans un contexte mondial où la sécurisation des identités est devenue un enjeu stratégique, ce type de partenariat ouvre des perspectives concrètes en matière de modernisation administrative. Le lendemain, c'est sur la rive sud du lac Issyk-Koul que le Président du Conseil a poursuivi son immersion, en participant au festival ethnoculturel Salburun. Ce rendez-vous, célébrant les traditions nomades et les pratiques ancestrales de chasse, a offert une dimension culturelle forte à la visite. Par sa présence, le Togo affirme son attachement au dialogue interculturel et à la valorisation des patrimoines.

Au fil de ces séquences, une constante se dégage : la volonté de construire une relation bilatérale fondée sur la confiance, la régularité des échanges et la recherche de résultats concrets. Dans un monde marqué par des incertitudes géopolitiques, le choix togolais de diversifier ses partenariats apparaît comme une stratégie assumée. Comme l'a souligné Faure Essozimna Gnassingbé, il ne s'agit pas seulement de multiplier les alliances, mais de les bâtir avec rigueur et cohérence.

Cette approche se traduit également par un attachement commun au multilatéralisme. Le Togo et le Kirghizistan entendent coordonner leurs positions au sein des grandes instances internationales, renforçant ainsi leur capacité d'influence et leur poids dans les négociations globales. Pour les deux pays, cette coopération Sud-Sud constitue un levier stratégique face aux défis contemporains.

Au terme de cette visite, une évidence s'impose : loin d'être un déplacement protocolaire, le séjour du Président du Conseil à Bichkek marque l'ouverture d'une nouvelle diagonale diplomatique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Asie centrale. En combinant engagements politiques, accords économiques, échanges techniques et rapprochement culturel, le Togo pose les bases d'un partenariat structurant, inscrit dans la durée.

Ainsi, de Bichkek à Issyk-Koul, Faure Gnassingbé n'a pas seulement effectué une visite officielle. Il a tracé les contours d'une stratégie diplomatique ambitieuse, où souveraineté, diversification et coopération concrète se conjuguent pour positionner le Togo comme un acteur ouvert, agile et résolument tourné vers de nouveaux horizons.

El hadj Tchaboré

## Indépendance togolaise

## D'UN HÉRITAGE À UNE EXIGENCE, LA NOUVELLE DOCTRINE DU 27 AVRIL

À Togo, le 27 avril ne se contente plus de convoquer la mémoire. Il redéfinit une trajectoire. À travers les lignes de force du discours du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, l'indépendance change de statut : elle cesse d'être un acquis figé pour devenir une responsabilité active, presque quotidienne. Loin des célébrations figées dans le rituel, la fête nationale s'impose désormais comme un moment de clarification politique et stratégique, un rendez-vous avec l'exigence.

Le premier basculement est conceptuel. L'indépendance n'est plus présentée comme un héritage transmis intact de génération en génération, mais comme une charge à assumer, à faire vivre et à prouver. Cette relecture impose une rupture avec toute forme de confort historique. Elle installe une idée simple mais structurante : un pays ne reste pas indépendant parce qu'il l'a été un jour, mais parce qu'il en démontre la réalité chaque jour. L'indépendance cesse alors d'être une médaille accrochée au passé pour devenir un effort continu, un combat silencieux mais permanent. Dans cette logique, le 27 avril n'est plus une nostalgie mais un contrat. Entre les Pères fondateurs, les citoyens d'aujourd'hui et les générations à venir, il trace une ligne de continuité exigeante. Il ne s'agit plus seulement de se souvenir, mais de

répondre : répondre à l'histoire par des actes, au présent par des résultats, et à l'avenir par des choix structurants. Cette triple responsabilité redonne du sens à la souveraineté en la sortant du registre symbolique pour l'inscrire dans le réel.

Car c'est bien là l'autre pivot du discours : l'indépendance ne se proclame pas, elle se mesure. Elle se lit dans la solidité des institutions, dans la vitalité de l'économie, dans la cohésion sociale. Elle se vérifie dans la vie quotidienne des citoyens, dans leur accès à l'eau, à l'électricité, à la santé, à l'éducation, dans la dignité de leurs conditions de vie. La souveraineté juridique ne suffit plus ; elle doit se traduire en capacité concrète à décider, produire et protéger.

Ce triptyque – décider, produire, protéger – devient la nouvelle grammaire de l'indépendance togolaise. Décider, c'est affirmer une autonomie politique réelle. Produire, c'est construire une puissance économique capable de réduire les dépendances. Protéger, c'est garantir la sécurité du territoire mais aussi celle des conditions de vie. L'indépendance, dans cette perspective, n'est plus seulement une affaire d'État, elle devient une expérience vécue par chaque citoyen.

Mais cette souveraineté assumée ne rime pas avec repli. Le Togo revendique une ouverture maîtrisée, une insertion dans le monde qui refuse à la fois la dépendance et l'isolement. Coopérer sans se dissoudre, s'ouvrir sans se perdre, négocier sans céder : la ligne est claire. Elle repose sur une lucidité stratégique qui distingue l'ouverture choisie de la naïveté subie. Dans un environnement international incertain, la souveraineté devient



un équilibre subtil entre ancrage national et engagement global. Au cœur de cette vision, le citoyen redevient la mesure ultime de l'action publique. Les attentes sociales ne sont ni ignorées ni relativisées : elles sont reconnues comme légitimes. L'emploi, les services essentiels,

la dignité ne relèvent plus du registre des promesses, mais de celui des droits à concrétiser. Le discours acte ainsi une mutation dans la méthode de gouvernance : moins de déclarations, plus de preuves ; moins d'intentions, plus d'impacts visibles.

Cette exigence se traduit par une volonté d'accélération. Aller plus loin, mais avec plus de discipline, plus de clarté et plus d'efficacité. Il ne s'agit pas de changer de cap, mais d'augmenter l'intensité. Cette montée en puissance s'organise autour d'une architecture simple : protéger, rassembler, transformer. Protéger pour garantir la dignité, rassembler pour renforcer la cohésion, transformer pour bâtir une économie capable de soutenir durablement la souveraineté.

La notion de protection, elle aussi, s'élargit. Elle ne se limite plus à la défense des frontières, mais englobe l'ensemble des conditions qui permettent une vie digne. De même, le rassemblement dépasse l'unité politique pour s'attaquer aux fractures territoriales. Réduire les inégalités entre régions devient un impératif de souveraineté : un pays fragmenté ne peut être pleinement indépendant.

Quant à la transformation, elle constitue le cœur du projet. Elle vise une économie plus produc-

tive, plus autonome, capable de créer de la valeur localement. Agriculture modernisée, montée en compétences, industrialisation, logistique : autant de leviers pour sortir d'une position de dépendance et construire une puissance propre. Dans cette dynamique, la formation ne peut plus être déconnectée de l'emploi. Chaque parcours éducatif doit déboucher sur une insertion digne et durable, sous peine de fragiliser l'ensemble du projet national.

Au final, une idée domine : l'indépendance togolaise n'appartient pas au passé, elle appartient au futur. Elle n'est ni un souvenir ni un slogan, mais un chantier ouvert. Le 27 avril devient ainsi une feuille de route plus qu'une commémoration, un moment où la Nation ne se contente pas de se célébrer, mais se fixe des obligations.

Ce repositionnement donne au discours présidentiel une portée particulière. Il ne cherche pas seulement à rassembler autour d'un symbole, mais à mobiliser autour d'une exigence. Il invite à passer d'une indépendance proclamée à une indépendance démontrée. Et dans ce passage, c'est toute une vision du Togo qui se dessine : un pays qui ne se contente plus d'exister en tant qu'État souverain, mais qui entend prouver, jour après jour, qu'il en a pleinement les moyens.

El hadj Bouraïma TCHABORE

## Vè République

## UN AN APRÈS, LES PREUVES D'UN TOURNANT POLITIQUE ASSUMÉ

Un an après son instauration, la V<sup>e</sup> République togolaise s'inscrit progressivement dans le paysage institutionnel comme une réforme structurante, dont les effets commencent à se faire sentir à la fois sur le plan politique et dans la conduite de l'action publique. Adoptée le 19 avril 2024 par une large majorité de 87 députés sur 91, puis promulguée le 6 mai de la même année, elle repose sur une base juridique solide et une procédure conforme aux règles constitutionnelles en vigueur. Depuis, les institutions fonctionnent sans heurts dans ce nouveau cadre, traduisant une appropriation effective du changement et confirmant sa validité politique.

L'une des évolutions majeures introduites par cette réforme réside dans la réorganisation de l'exécutif. En distinguant clairement les fonctions entre un Président de la République garant de l'unité nationale et un Président du Conseil chargé de la conduite du gouvernement, le nouveau régime opère un rééquilibrage institutionnel significatif. Cette architecture

renforce le rôle du Parlement, devant lequel le Président du Conseil est désormais responsable. Ce mécanisme introduit une exigence accrue de redevabilité et inscrit davantage l'action gouvernementale dans une logique de contrôle démocratique.

Contrairement aux critiques évoquant un recul démocratique, cette transformation tend plutôt à rapprocher le fonctionnement des institutions togolaises de celui des régimes parlementaires, où l'exécutif est directement lié à la majorité issue des urnes. La possibilité de remise en cause du gouvernement par le Parlement constitue, en ce sens, un levier de régulation politique et un gage d'équilibre des pouvoirs.

Sur le terrain, si une année reste un délai relativement court pour mesurer l'ensemble des impacts d'une réforme institutionnelle d'ampleur, certains résultats sont déjà perceptibles. La stabilité politique observée depuis la mise en place de la V<sup>e</sup> République a permis d'accélérer plusieurs chantiers prioritaires, notamment dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de l'électrification et de la mise en

œuvre de programmes d'urgence dans les zones vulnérables. Cette continuité dans l'action publique, rendue possible par une gouvernance sans blocage institutionnel, apparaît comme l'un des acquis majeurs de cette première année. Visiblement, et au regard de la consistance du discours du chef de l'Exécutif, le gouvernement semble être conscient que malgré les investissements colossaux consentis dans les domaines des infrastructures de la santé, de l'eau, de l'éducation ou encore du transport, il en reste beaucoup à faire, d'où la nécessité de poursuivre et d'intensifier les efforts engagés.

Par ailleurs, le processus ayant conduit à l'adoption de la V<sup>e</sup> République s'inscrit dans le cadre de la démocratie représentative, principe fondamental du système politique togolais. Les députés, élus par le peuple, ont exercé leur mandat en procédant à la révision constitutionnelle conformément aux dispositions prévues. Ce choix institutionnel s'appuie également sur des consultations préalables avec les forces vives, traduisant une volonté d'inclusi-

on dans la réflexion sur l'évolution du cadre politique. Aujourd'hui, au vu de la stabilité qui semble s'être installée, il apparaît important que tous les acteurs soient davantage impliqués dans les stratégies de développement du pays. À cet égard, le discours du Président du Conseil à la nation à l'occasion du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance se distingue par l'ouverture qu'il esquisse en matière de gouvernance. En appelant à une participation élargie des acteurs institutionnels, économiques et sociaux à l'élaboration de la nouvelle feuille de route gouvernementale, il introduit une dimension inclusive susceptible de marquer une évolution significative dans la conduite des affaires publiques. Enfin, l'un des changements les plus notables réside dans la dynamique du pouvoir exécutif lui-même. Désormais adossé à la majorité parlementaire, le poste de Président du Conseil dépend directement des résultats des élections législatives. Ce mécanisme introduit une nouvelle logique politique, où l'alternance devient intrinsèquement liée aux rapports de force au Parle-

ment. Il ne s'agit plus d'un pouvoir figé, mais d'un système évolutif, ouvert aux recompositions politiques au gré des choix exprimés par les citoyens.

Certes, un an après, les attentes des Togolaises et des Togolais demeurent nombreuses. Mais une chose est certaine : au regard de l'engagement et de la motivation observés au niveau de l'exécutif, l'espoir est permis que d'autres réalisations en faveur des populations verront le jour dans les années à venir.

En définitive, un an après son instauration, la V<sup>e</sup> République togolaise apparaît comme une réforme qui a permis de consolider la stabilité institutionnelle tout en amorçant une transformation progressive des pratiques de gouvernance. Entre rééquilibrage des pouvoirs, renforcement du rôle du Parlement et continuité de l'action publique, elle pose les bases d'un fonctionnement institutionnel davantage orienté vers la responsabilité, l'efficacité et l'adaptation aux réalités du pays.

El hadj Bouraïma TCHABORE

1er Mai à la Présidence du Conseil

# L'HOMMAGE SOLENNEL AU TRAVAIL ET AUX BÂTISSEURS DE L'ÉTAT

Sous le dôme de la plus haute institution de la République, la commémoration de la Journée Internationale du Travail, la journée du 1er mai, a pris une dimension toute particulière à la Présidence du Conseil. Loin d'une simple célébration rituelle, l'événement s'est imposé comme une véritable ode au travail, magnifiant celles et ceux qui, par leur engagement quotidien, participent à l'édification de l'État et à la consolidation des institutions.

Dans une atmosphère empreinte de solennité et de reconnaissance, la cérémonie a mis à l'honneur les agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de l'année 2025. À travers la remise de trophées symboliques, c'est toute une vie de service, de rigueur et de loyauté qui a été saluée. Ces distinctions viennent consacrer des parcours professionnels entièrement consacrés au prestige de l'administration publique et à la continuité de l'action de l'État. Moment particulièrement émouvant, la prise de parole du porteparole des retraités a donné à cette célébration une profondeur

humaine remarquable. Avec gravité et fierté, il a exprimé la reconnaissance de toute une génération d'agents envers l'institution et son premier responsable, Faure Essozimna Gnassingbé. « Servir au sein de la plus haute institution du pays fut une source édifiante au quo-

Représentant le Président du Conseil, Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre et Secrétaire général de la Présidence du Conseil, a délivré un message à la fois politique et profondément humain. Elle a rappelé avec force que le capital humain demeure au cœur de la



tidien. Nous quittons ces lieux avec le sentiment du devoir accompli, exhortant nos successeurs à faire de la Présidence du Conseil une source inspirante du travail bien fait qui force l'admiration. » Une déclaration qui résume à elle seule le sens du devoir et l'héritage transmis aux générations futures.

stratégie de développement national, en cohérence avec les ambitions de la Vème République fondées sur le triptyque Protéger, Rassembler, Transformer. Évoquant les distinctions honorifiques remises aux retraités, elle a tenu à souligner leur portée symbolique et humaine : « Cette cérémonie n'est pas un

adieu, mais l'ouverture d'un nouveau chapitre pour une retraite paisible, après de longues années de dévouement et de sacrifices ».

Dans un appel clair à la responsabilité collective, elle a exhorté les agents encore en activité à cultiver les valeurs essentielles du service public. « patriotisme et de responsabilité », a-t-elle insisté, rappelant que la ponctualité et l'assiduité constituent les fondements du progrès administratif et de l'efficacité institutionnelle.

La cérémonie a également été l'occasion pour le représentant du personnel de saluer les avan-

leur rôle central dans la mise en œuvre de la vision présidentielle, se définissant comme la « cheville ouvrière » de cette ambition collective.

Au terme de cette célébration, une atmosphère de communion fraternelle s'est installée, mêlant respect des anciens et espoir des nouvelles générations. Les trophées remis ont agi comme des passerelles entre le passé et l'avenir, rappelant que chaque parcours individuel contribue à la grandeur collective.

À travers cette célébration du 1er mai, la Présidence du Conseil a su rappeler une vérité

essentielle : lorsque le travail est porté par la discipline, le sens du devoir et la dévotion, il devient bien plus qu'une obligation — il se transforme en levier de dignité et en fondement d'un Togo résolument tourné vers le progrès.

La rédaction

## Classement RSF 2026

# LE TOGO SIGNE UNE PERCÉE REMARQUABLE ET CONFIRME SA DYNAMIQUE DE RÉFORMES

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 03 mai de chaque année, le classement 2026 publié par Reporters sans frontières consacre une avancée notable du Togo, qui gagne 25 places en un an pour se hisser au 97<sup>e</sup> rang mondial sur 180 pays, contre la 121<sup>e</sup> position en 2025. Cette progression significative, l'une des plus importantes en Afrique de l'Ouest, permet au pays de quitter la catégorie des situations jugées « difficiles » pour intégrer celle des environnements « problématiques », marquant ainsi une amélioration tangible du paysage médiatique national. Cette performance intervient pourtant dans un contexte international préoccupant, où plus de la moitié des pays évalués affichent des conditions de travail jugées « difficiles » ou « très graves » pour la presse. Dans ce climat globalement défavorable, la progression togolaise apparaît d'autant plus remarquable, traduisant des efforts soutenus engagés ces dernières années pour améliorer le cadre d'exercice du métier de journaliste. Plusieurs facteurs expliquent cette remontée. Les réformes entreprises dans le secteur des médias, notamment en matière d'encadrement juridique et de



régulation, ont contribué à renforcer progressivement l'environnement de travail des professionnels de l'information. À cela s'ajoute l'engagement constant des pouvoirs publics à promouvoir une presse plus libre et plus responsable, en dépit des défis persistants. Cette volonté politique, conjuguée à une évolution progressive des pratiques, semble aujourd'hui produire des résultats visibles. Sur le plan régional, le Togo se distingue comme le pays ayant enregistré la plus forte progression, devant plusieurs États ouest-africains. Une dynamique encourageante qui témoigne d'une volonté de repositionnement dans un espace médiatique de plus en plus exigeant, même si des références comme la Gambie ou la Côte d'Ivoire conservent encore une avance notable dans le classement.

Cette avancée, bien qu'encourageante, ne saurait occulter les

défis qui subsistent. Le passage à la catégorie « problématique » rappelle que des efforts restent à fournir pour consolider les acquis et franchir de nouveaux paliers. Il s'agit notamment de poursuivre les réformes structurelles, d'améliorer les conditions économiques des entreprises de presse et de garantir une protection effective des journalistes dans l'exercice de leur mission. Dans cette perspective, les pouvoirs publics sont appelés à maintenir et intensifier les actions engagées afin de renforcer durablement la liberté de la presse au Togo. Parallèlement, les professionnels des médias sont invités à jouer pleinement leur rôle, dans le respect des textes et des lois qui encadrent le secteur, condition essentielle pour crédibiliser davantage la profession et consolider la confiance du public.

La progression enregistrée en 2026 ouvre ainsi une nouvelle étape pour le Togo. Elle nourrit l'espoir de voir cette dynamique se poursuivre dans les années à venir, à condition que tous les acteurs concernés, c'est-à-dire, autorités, régulateurs et journalistes, conjuguent leurs efforts pour bâtir un environnement médiatique à la fois libre, responsable et durable.

LM

## Eau potable

# LE TOGO FRANCHIT UN CAP HISTORIQUE AVEC 343 POSTES AUTONOMES EN UNE ANNÉE

Le Togo accélère résolument sa marche vers un accès universel à l'eau potable, porté par une stratégie d'investissement ambitieuse et des choix techniques adaptés aux réalités locales. En 2024, pas moins de 343 postes d'eau autonomes (PEA) ont été construits à travers le pays, marquant un tournant décisif dans l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment en milieu rural. Véritables solutions intégrées, les PEA associent un forage, un réservoir de stockage et plusieurs robinets de puisage, généralement plus de deux, permettant ainsi de desservir simultanément de nombreux usagers. Ce modèle, à la fois pratique et efficace, répond à la pression croissante sur les ressources en eau et garantit une gestion plus rationnelle de l'approvisionnement, en particulier dans les zones à forte densité. La répartition des ouvrages réalisés en 2024 témoigne d'un déploiement massif et ciblé. La région des Savanes arrive en tête avec 142 infrastructures, suivie de la région Centrale (75), des Plateaux (69), de la Kara (33) et de la région Maritime (24). Chaque installation constitue un point d'accès collectif ca-



pable de desservir des dizaines, voire des centaines de personnes, traduisant la volonté des autorités de renforcer rapidement la couverture nationale en eau potable.

En 2025, le rythme d'installation a connu un ralentissement apparent avec 125 PEA réalisés sur financement public, auxquels s'ajoutent 80 ouvrages construits grâce à l'appui des ONG, des associations et des partenaires techniques et financiers. Loin de traduire un esoufflement, cette évolution illustre au contraire les premiers effets positifs des investissements antérieurs. Dans plusieurs zones, les besoins les plus urgents ont déjà été comblés, permettant désormais de passer d'une phase d'expansion rapide à une approche plus ciblée et qualitative.

Sur le terrain, les impacts sont tangibles. L'accès facilité à l'eau potable réduit considérablement les longues files d'attente et les

Suite à la page 5

## PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 04 AU 10 MAI 2026

PHARMACIE 2000  
Bè kpota, BP 61194  
96 37 94 25

PHARMACIE AKOFA  
2030, avenue maman ndanida amotivé,  
BP 514  
22 40 66 68

PHARMACIE AU GRAIN D'OR  
Carrefour Zorobar, grand contournement  
22 70 06 90

PHARMACIE AUREOLE  
Agoè Trokpossimé au carrefour Camp  
GP à 50 m de l'EPP du Camp GP  
70709898

PHARMACIE AVE MARIA  
Carrefour CHU Tokoin face station-  
service BP 80283  
22 22 33 01

PHARMACIE BETANIA  
Rue sito, gbinkomé, 19 BP 243  
96 80 10 11

PHARMACIE BETHEL  
Bd. Du 30 Août, sur la route de kpa-  
limé, adidogomé, BP1236  
98 58 64 64

PHARMACIE BIOVA  
Bd. Felix Boigny, rue badjode, gbé-  
nyédzi, BP 61347  
70 23 19 23

PHARMACIE BON SECOURS  
Gbinkomé, BP 80878  
22 20 76 30

PHARMACIE DES ECOLES  
Rte de kpalimé, face lycée technique  
adidogomé, 04 BP 74  
22 51 75 75

PHARMACIE DES ROSES  
Carrefour de l'union, vakpossito  
70 42 37 72

PHARMACIE DU CENTRE  
46, Rue de la Grace assivito, face ex-  
château, BP 373  
22 21 83 30

PHARMACIE EL-NISSI  
DZOTSI KOMLA SENAM VICTOR  
ADIDOGOME APEDOKOE GBO-  
MAME 07  
79 78 15 37

PHARMACIE EL-SHADAÏ  
Atikoumé, en face de ESTAO  
22 51 44 25

PHARMACIE EL-SHAMMAH  
Amadahomé à côté de la maison des  
jeunes  
22 46 93 50

PHARMACIE EMMANUEL  
637, rue Duisbourg, kodjoviakopé, BP  
12440  
22 21 30 98

PHARMACIE ENOULI  
Face gare routière Agblalipédogan, BP  
8613  
22 25 90 68

PHARMACIE ESPACE VIE  
Agoè-Logopé, face bar Plaisir 2003  
99 85 89 07

PHARMACIE EVA  
Sanguéra, non loin de T'OIL  
92163232

PHARMACIE EXCELLENCE  
Sur la voie de la CEDEAO, Agoè  
Emakpoe, 05 BP 977  
22 51 77 87

PHARMACIE GRATITUDE  
Grand contournement non loin du car-  
refour avinato à 100m de la clinique  
OASIS  
92 18 94 85

PHARMACIE GREENRX  
Ségbé dans l'immeuble Mabiz Plaza  
non loin de rond point Douane  
92961919

PHARMACIE HEDZRANAWOE  
Avenue, du grand séminaire, Hédzra-  
nawoé, BP 20362  
22 26 49 61

PHARMACIE HOSANNA  
Rond-Point Sagbado, à 50m d'EPP  
Sagbado, Adidogomé, 05 BP 77  
97 77 69 59

PHARMACIE HYGEA  
Derrière Lycée de Baguida  
99 27 36 36

PHARMACIE J-MIMSHAK  
Rue Tchamba 964, à 50m de la base de  
Satom Hountigomé  
22 60 30 50

PHARMACIE KOUESSAN  
Face au stade de kégué, BP 80857  
96 80 10 01

PHARMACIE LA FLAMME  
D'AMOUR  
Sise à Agodékè, route d'Anèho  
70 45 70 14

PHARMACIE LA GRACE  
Nationale N°1, face Terrain d'Agoè-  
Nyivé, BP 440  
22 25 91 65

PHARMACIE LA NOUVELLE TU-  
LIPE  
Rte de Mission-Tové, près de la Station  
CAP Agoè-légbassito  
99 47 00 70

PHARMACIE LE BON SAMARITAIN  
Rue Pa de Souza, près Hôpital de Bè,  
BP 616  
22 21 45 30

PHARMACIE LE GALIEN.  
Avenue Pya, Rue Pavée, Adidoadin, 05  
BP 92  
22 51 71 71

PHARMACIE LE JOURDAIN  
Bd. Léopold Sedar Senghor face CEG  
Tokoin Wuiti, BP 30766  
22 61 56 14

PHARMACIE LE ROCHER  
Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près  
du terrain de jeu de Golf  
92 30 06 56

PHARMACIE LUMEN  
Avenue de la victoire, tokoin Casa-  
blanca, 01 BP 29  
23 38 68 36

PHARMACIE MAGNIFICAT

Aflao Yokoe, Rue De La Pampa à 100  
M Du Palais Royal De Yokoe, Lomé  
70 44 51 59

PHARMACIE MATHILDA  
Rue des Evalas, Aflao Gakli, 05 BP 524  
22 51 15 34

PHARMACIE NOTRE DAME DE  
LOURDES  
Bd. Adidoadin-Assiyéyé, Agoè Anomé,  
BP 05  
22 44 01 01

PHARMACIE REGINA PACIS  
Sur la Nationale N°1 Adétikopé près  
du Bar Sous l'Antenne  
96 80 10 22

PHARMACIE SAINT ESPRIT  
Route Agoè-Kégué, CEG Agoè Est, BP  
1246  
22 40 29 06

PHARMACIE SAINT PAUL  
Bd. Jean Paul II, à côté du Lycée St Jo-  
seph, BP 2718  
22 22 46 72

PHARMACIE SAINT PHILIPPE  
Zanguéra, Route Lomé-Kpalimé, près  
de la station de service OANDO  
90 67 33 24

PHARMACIE SAINT SYLVESTRE  
Sanguéra, Quartier Sanyramé, non  
loin du rond-point Sanyramé  
93515198

PHARMACIE SAINTE MARIE  
Avenue de la libération, Limusco, To-  
koin Ramco, BP 297  
22 21 85 58

PHARMACIE SANTE  
674, rue du chemin de fer, 01 BP 1236  
22 21 58 41

PHARMACIE SEPOPO  
Adakpamé, grand contournement, rond  
point Sawleto non loin de la Station  
SOMAYAF  
70 34 65 65

PHARMACIE TCHEP'SON  
Face terminal du Sahel, Agoè zongo  
96 90 04 64

PHARMACIE THERYA  
Mangotigomé-Route de la Foire Inter-  
nationale TOGO 2000 (à 300 m de la  
foire)  
22 61 56 52

PHARMACIE VERSEAU  
Rte d'Aného, à côté de Maison Bateau,  
Baguida, BP 60660  
90 01 90 29

PHARMACIE VITAS  
Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044  
22 25 63 43

PHARMACIE VOLONTAS DEI  
Avédji carrefour SUN CITY  
70 42 23 60

PHARMACIE ZOSSIME  
Zossimé, route de Sanguéra près du  
marché de Zossimé  
99 99 80 75

RDS souhaite une Prompte guérison  
aux patients.

Togo

## EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS SIGNENT UNE NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE INTERPROFESSIONNELLE

Un acte majeur dans les relations profession-  
nelles au Togo a été posé le jeudi 30 avril 2026  
à Lomé. Il s'agit de la signature d'une nouvelle  
Convention Collective Interprofessionnelle entre les  
employeurs et les travailleurs.

Cet événement marque l'aboutissement d'un proces-  
sus de dialogue social engagé, structuré, constructif.  
Le nouveau cadre conventionnel va permettre de  
mieux répondre aux défis actuels et futurs.

Cette nouvelle Convention Collective Interprofession-  
nelle introduit des avancées importantes et des ajus-  
tements nécessaires. Elle consolide les droits  
fondamentaux des travailleurs, tout en tenant compte  
des impératifs de compétitivité auxquels les entre-  
prises sont confrontées.

Elle intègre également des préoccupations contempo-  
raines essentielles, notamment en matière de dia-  
logue social, de prévention des conflits, d'amélioration  
des conditions de travail et de valorisation du capital  
humain.

"La convention que nous signons renforce la lisibilité  
des règles applicables, améliore la sécurité juridique  
des relations de travail et contribue à un climat social  
plus apaisé. Par cet accord, les partenaires sociaux  
consacrent leur engagement commun en faveur de la  
stabilité, de la justice sociale et de l'avenir du monde  
du travail du Togo", a indiqué Coami Sedolo TAME-  
GNON, président du Conseil National du Patronat du  
Togo (CNP-Togo).

Les travailleurs par la voix de leur porte parole, Yati  
Awoula Baba se sont réjouis de la fin des négociations  
qui ont abouti à la signature de cette convention.

"Nous tenons à remercier le ministre de la fonction  
publique, du Travail et du dialogue social et ses colla-  
borateurs pour les contributions apportées tout le long  
du processus de discussions et de validation du docu-  
ment issues des négociations. Nous témoignons notre  
gratitude au porte-parole des employeurs pour sa dis-  
ponibilité et ses qualités de négociations même si à  
certains moments, nous avons eu des désaccords sur  
certains sujets", a déclaré Yati Awoula Baba, négo-  
ciateur principal pour le compte des travailleurs.

Il a exhorté à la bonne application de cette nouvelle  
convention et a souhaité que les patronats initient  
une campagne de sensibilisation pour une bonne com-  
préhension de cette convention.

La négociation s'est déroulée du 30 septembre au 14  
novembre 2025 sous la supervision de la direction gé-  
nérale du travail avec l'implication active des parte-  
naires sociaux.

À l'issue des travaux, le projet de convention était  
transmis à la Direction générale du travail pour véri-  
fication de sa conformité avec les lois en vigueur. Suite  
à cette étape, les séances de finalisation était organi-  
sées permettant d'aboutir à un texte consensuel, équi-  
libré et juridiquement sécurisé.

La nouvelle convention est applicable à partir du jour  
qui suit son dépôt au Greffe du Tribunal du Travail de  
Lomé.

Afi Rachel

## Eau potable

### LE TOGO FRANCHIT UN CAP HISTORIQUE AVEC 343 POSTES AUTONOMES EN UNE ANNÉE

Suite de la page 4

tensions autour des points  
d'eau traditionnels. La mul-  
tiplication des robinets amé-  
liore la distribution et  
renforce les conditions d'hy-  
giène, contribuant ainsi à la  
baisse des maladies hy-  
driques. Par ailleurs, ces in-  
frastructures allègent  
significativement la pénibi-  
lité des corvées d'eau, en  
particulier pour les femmes  
et les enfants.

À travers ces réalisations, le  
Togo dessine les contours  
d'un paysage hydraulique en  
pleine transformation. Le  
passage progressif d'une si-  
tuation de rareté à une dis-  
ponibilité mieux maîtrisée  
de l'eau potable s'impose  
comme une avancée ma-  
jeure, portée par un engage-  
ment constant des pouvoirs  
publics à faire de l'accès à  
l'eau un levier essentiel du  
développement humain.

Pour  
vos  
annonces et  
publicités,  
contactez-nous  
au  
90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC  
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication  
Tchaboré Bouraïma  
Contact: 90 04 71 59  
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

## À Abuja, la CEDEAO face à l'urgence démocratique et sécuritaire L'UNITÉ PARLEMENTAIRE EN LIGNE DE FRONT

Abuja, au siège du Parlement de la CEDEAO, l'ouverture de la première session ordinaire de l'année 2026, ce 04 mai, s'est imposée comme un moment charnière pour une région confrontée à une accumulation de crises sécuritaires, politiques et économiques. Dans un contexte sous tension, les parlementaires ouest-africains sont appelés à redéfinir leur rôle, entre impératif de stabilité et exigence démocratique.

Dès les premières heures des travaux, la présidente du Parlement communautaire, Hadja Mémounatou IBRAHIMA, a donné le ton en rappelant avec fermeté que « la démocratie reste le fondement inébranlable de notre Communauté ». Une déclaration forte, au moment où plusieurs échéances électorales, notamment au Cap-Vert et en Guinée, sont scrutées comme des tests décisifs pour la crédibilité institutionnelle de la région.

Mais au-delà du discours, la symbolique diplomatique a également marqué cette ouverture. La présidente du Parlement a reçu plusieurs hautes personnalités, parmi lesquelles Fabakary Tombong Jatta et Abbas Tajudeen, témoignant d'une volonté affirmée de renforcer la cohésion interparlementaire au sein de

l'espace communautaire. Ces échanges, décrits comme « intenses et constructifs », traduisent une convergence de vues sur la nécessité de bâtir une CEDEAO plus résiliente face aux turbulences actuelles.

Dans une région fragilisée par les ruptures institutionnelles et les menaces sécuritaires persistantes, l'appel à la préservation de l'ordre constitutionnel a résonné avec acuité. La situation

La présidente du Parlement n'a pas éludé l'ampleur des défis. « Notre région subit encore les affres du terrorisme et de l'extrémisme violent, de la piraterie maritime, de la criminalité transfrontalière ainsi que des effets néfastes du changement climatique », a-t-elle souligné, dressant un tableau lucide des menaces multidimensionnelles. À ces facteurs s'ajoutent les répercussions des crises interna-



en Guinée-Bissau, notamment, a été évoquée avec gravité, tandis que les attaques terroristes au Mali ont été fermement condamnées. Dans ce climat, la solidarité régionale apparaît comme un levier indispensable pour contenir les dérives et restaurer la confiance des populations.

tionales, notamment sur les prix des denrées alimentaires et les intrants agricoles, accentuant la vulnérabilité des économies ouest-africaines.

Face à ces réalités, un principe s'impose comme fil conducteur de l'action régionale : « la paix ne se décrète pas, elle se construit patiemment par le dialogue, la

coopération et le respect mutuel ». Ce message, repris avec insistance, s'érige en véritable doctrine pour les États membres et les institutions, invités à privilégier les mécanismes de concertation dans un environnement géopolitique instable.

Dans cette dynamique, la réflexion stratégique sur l'avenir de l'intégration régionale prend une dimension particulière. Le sommet annoncé à Lomé sur la Vision 2050 devrait permettre de repenser les fondements et les ambitions de la CEDEAO. « Il s'agira de se repositionner [...]

et d'adapter notre intégration aux nouvelles réalités », a insisté Hadja Mémounatou IBRAHIMA, rappelant que le Parlement constitue un « creuset de la légitimité populaire » et un pilier du contrôle démocratique.

Les travaux en cours traduisent une volonté de répondre concrètement aux attentes des citoyens. Les missions de terrain menées récemment ont permis de

mettre en lumière des problématiques cruciales, telles que l'adéquation entre formation et emploi dans le secteur numérique ou encore la situation préoccupante des enfants des rues en Sierra Leone. « Ces échanges nous ont permis de toucher du doigt les réalités locales », a confié la présidente,

appelant les députés à examiner avec rigueur les rapports issus de ces investigations.

L'agenda de cette session, qui se poursuit jusqu'au 16 mai, s'annonce particulièrement dense, avec l'examen du budget 2025, des projets d'actes communautaires et des discussions sur des thématiques d'avenir comme l'intelligence artificielle ou les politiques fiscales régionales. Autant de chantiers qui traduisent une ambition claire : anticiper les mutations et renforcer la capacité d'action de l'institution. Dans ce contexte, les appels à un renforcement des prérogatives du Parlement gagnent en intensité. De plus en plus de voix plaident pour que l'institution dépasse son rôle consultatif afin de devenir un véritable moteur de gouvernance régionale, à la hauteur des attentes des citoyens.

En conclusion, Hadja Mémounatou IBRAHIMA a lancé un appel à l'unité et à l'audace, invitant les parlementaires à faire de cette session « un tournant décisif dans notre capacité à consolider nos démocraties et à tenir la promesse d'une intégration régionale visible, efficace, au service de nos peuples ». À Abuja, plus qu'une simple session parlementaire, c'est une bataille pour l'avenir démocratique et sécuritaire de l'Afrique de l'Ouest qui s'engage, avec en ligne de mire une CEDEAO plus forte, plus solidaire et résolument tournée vers l'action.

El Hadj TCHABORE  
Bouraima

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### MIXX DEVIENT LE 1ER PORTEFEUILLE ÉLECTRONIQUE AU TOGO À PERMETTRE DES TRANSFERTS ET VIREMENTS INSTANTANÉS AU SEIN DE L'UEMOA

À la suite de l'autorisation accordée par la BCEAO de rejoindre sa plateforme interopérable PI-SPI, Mixx connecte ses portefeuilles électroniques aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money dans les pays de la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée-Bissau, Togo).

Lomé, le 13 avril 2026 — Mixx – la seule marque de mobile money avec une licence d'Etablissement de Monnaie Electronique au Togo – continue d'être à l'avant-garde des services financiers inclusifs. Elle devient ainsi le premier mobile money du pays à permettre des transferts et virements instantanés au niveau national et au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En se connectant aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money de la région, Mixx permet aux particuliers et aux entreprises d'envoyer et recevoir de l'argent en toute simplicité par-delà les frontières.

Cette étape importante fait suite à la récente obtention de l'agrément d'Etablissement de Monnaie Electronique – accordé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) – et soutient l'initiative régionale de la Banque Centrale visant à connecter les institutions financières de l'UEMOA.

Grâce à cette interconnexion, les utilisateurs de Mixx peuvent désormais effectuer des transferts et virements instantanés entre leur portefeuille mobile et les institutions financières opérant dans toute la région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

**Un utilisateur Mixx au Togo peut désormais :**

- Envoyer de l'argent instantanément à un étudiant à Abidjan, en transférant des fonds directement depuis son compte Mixx à Lomé vers un compte bancaire en Côte d'Ivoire.
- Payer un fournisseur au Burkina Faso, permettant aux commerçants et aux petites entreprises de transférer rapidement des fonds dans la région UEMOA pour l'achat de marchandises.
- Recevoir de l'argent depuis une banque ou un mobile money d'un autre pays de l'UEMOA, rendant les transferts transfrontaliers plus rapides et plus accessibles pour les familles et les entrepreneurs.
- Un marchand disposant de MPay de Mixx pourra désormais traiter les paiements non seulement des clients Mixx, mais aussi de tout utilisateur d'un établissement au Togo ou dans les sept au-

tres pays de l'UEMOA, grâce au code QR interopérable.

- En permettant ces transactions entre différentes plateformes, ce nouveau service réduit les barrières entre les services financiers, améliore l'expérience utilisateur et accélère l'inclusion financière dans la région.

- « L'interopérabilité est une étape majeure vers un écosystème financier véritablement connecté en Afrique de l'Ouest », a déclaré Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo. « En permettant des transferts fluides entre institutions et au-delà des frontières, Mixx contribue à créer de nouvelles opportunités pour les particuliers, les entrepreneurs et les entreprises dans la région UEMOA. »

- Pour soutenir ce déploiement, Mixx s'appuie sur son vaste écosystème de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants à travers le Togo, garantissant un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité à l'échelle nationale.

- Grâce à ce solide réseau de distribution et à une base d'utilisateurs en forte croissance, Mixx est idéalement positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans l'accélération de l'inclusion financière et le développement des services financiers numériques fluides au Togo et dans l'ensemble de la région UEMOA. À travers cette initiative, Mixx réaffirme son engagement à proposer des solutions financières numériques in-

novantes, accessibles et sécurisées.

- Basée sur une approche simple et intuitive, la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) permet aux utilisateurs de s'inscrire et d'effectuer des transactions avec n'importe quel numéro de téléphone, tandis que l'interopérabilité leur permet d'envoyer et de recevoir de l'argent de manière fluide dans l'ensemble de l'écosystème financier de l'UEMOA.

- Le service d'interopérabilité est aussi accessible via la syntaxe \*145#.

**À propos de Mixx :**

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'établissement de monnaie électronique au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) et la syntaxe \*145#. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

**Contacts**

- Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- Rachida Nana-Chevreuril, Manager Manager, 70 78 98 98

Le digital au service des femmes

## YAS TOGO LANCE UNE ÉDITION AMBITIEUSE DE DAGAN CONNECTÉE

Le digital au service des femmes  
Yas Togo lance une édition ambitieuse de Dagan Connectée

À Kara, Yas Togo franchit une nouvelle étape dans son engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes avec le lancement officiel de l'édition 2026 du programme Dagan Connectée. Annoncée le 16 avril dernier lors d'une cérémonie organisée à l'agence Yas de Kara, cette initiative s'inscrit dans une dynamique de transformation durable, visant à renforcer l'inclusion numérique et financière des femmes micro-entrepreneures à travers le pays. Pour cette nouvelle édition, le programme prend une dimension encore plus ambitieuse avec un déploiement dans quatre zones stratégiques : Kara, Sokodé, Blitta et le Grand-Lomé. À travers cette extension territoriale, Yas Togo entend rapprocher les opportunités offertes par le numérique des femmes évoluant dans des environnements économiques à fort potentiel, tout en réduisant les

inégalités d'accès aux outils digitaux.

Bien plus qu'un simple programme de formation, Dagan Connectée se positionne comme un véritable catalyseur de transformation sociale et économique. L'initiative ambitionne de révéler le potentiel entrepreneurial des participantes en leur fournissant les compétences techniques, les outils adaptés et la

confiance nécessaire pour évoluer dans un écosystème de plus en plus digitalisé. En filigrane, une conviction forte : investir dans l'autonomisation des

femmes, c'est favoriser une croissance inclusive, innovante et résiliente. Cette année, 150 femmes micro-entrepreneures bénéficieront d'un parcours structuré et immersif, conçu pour répondre aux réalités du terrain. Le programme prévoit un appel à candidatures par zone afin de garantir une inclusion territo-



riale élargie, suivi d'une sélection basée sur le potentiel et les besoins spécifiques des candidates. Les bénéficiaires participeront ensuite à des ateliers

pratiques intensifs portant sur le marketing digital, le leadership et la gestion commerciale, avant de profiter d'un mentorat personnalisé destiné à accompagner la mise en œuvre concrète des acquis.

Au cœur de cette formation, plusieurs compétences clés seront développées, notamment la maîtrise des outils numériques, l'utilisation d'internet, la création de contenus digitaux et l'exploitation stratégique des réseaux sociaux. Une attention particulière est accordée à



l'adoption des solutions de Mobile Money, notamment Mixx Togo, afin de faciliter l'intégration des participantes dans l'écosystème financier digital. Cette approche vise à sécuriser les transactions, améliorer la gestion financière et renforcer l'au-

tonomie économique des bénéficiaires, tout en leur offrant des solutions adaptées à travers Yas Business.

À travers cette initiative, Yas Togo confirme son rôle d'acteur majeur de la transformation digitale au Togo. L'entreprise réaffirme sa volonté de démocratiser l'accès aux technologies et de créer des opportunités concrètes pour les femmes entrepreneures. Comme l'a souligné son Directeur Général, Pierre-Antoine Legagneur, cette édition 2026 traduit une ambition renforcée d'impacter durablement les territoires et de faire du digital un levier puissant de performance et de croissance.

Porté par AXIAN Telecom, groupe panafricain présent dans une dizaine de pays et fort de plus de 44 millions de clients, Yas Togo s'appuie sur une expertise solide et une vision orientée vers l'impact social. En accompagnant les femmes micro-entrepreneures dans leur transition numérique, Dagan Connectée s'impose ainsi comme un programme structurant, au croisement de l'innovation technologique et du développement inclusif, contribuant à façonner une économie togolaise plus équitable et tournée vers l'avenir.

La rédaction

## LOMÉ AU CŒUR D'UN COMBAT DÉCISIF CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE EN AFRIQUE

Lomé s'apprête à accueillir, le 11 mai 2026, une conférence régionale de haut niveau consacrée à la nutrition et au développement de la petite enfance en Afrique de l'Ouest et du Centre, dans un contexte où les défis restent préoccupants malgré des avancées enregistrées ces dernières décennies. À l'initiative du Groupe de la Banque mondiale, en partenariat avec le gouvernement togolais et avec l'appui du Mécanisme de Financement Mondial (GFF) ainsi que de plusieurs partenaires internationaux, cette rencontre entend impulser une nouvelle dynamique pour accélérer les progrès dans un domaine crucial pour l'avenir du continent.

En effet, si la prévalence du retard de croissance chez les enfants est passée de 40 % en 2000 à 33 % en 2024, cette amélioration reste insuffisante au regard des objectifs mondiaux fixés à l'horizon 2030. La malnutrition continue de peser lourdement sur le développement du capital humain, compromettant à la fois l'avenir des enfants et la productivité économique des États. Face à ce constat, les acteurs réunis à Lomé ambitionnent de dépasser les diagnostics pour proposer des réponses concrètes et adaptées aux réalités des pays.

Les travaux porteront notamment sur les moyens d'opérationnaliser à grande échelle les politiques de nutrition et de développement de la petite enfance, avec un accent particulier sur le renforcement des systèmes de prestation de services, la

formation des ressources humaines, la mobilisation de financements durables et l'amélioration de la disponibilité des données fiables. La rencontre vise également à renforcer la coordination entre initiatives régionales et internationales, afin d'assurer une meilleure cohérence des



actions et une appropriation accrue par les pays.

Cette conférence réunira un large éventail d'acteurs, allant des représentants gouvernementaux aux partenaires techniques et financiers, en passant par les organisations des Nations unies, le secteur privé, la société civile et le monde académique. En accueillant cet événement à l'Hôtel 2 Février, le Togo se positionne ainsi comme un acteur engagé dans la promotion des politiques de santé et de développement social en Afrique.

Au-delà des échanges, les attentes sont élevées : faire émerger des solutions concrètes et renforcer les engagements pour inverser durablement les tendances actuelles. Car derrière les chiffres, c'est bien l'avenir de millions d'enfants africains qui se joue.



### NOTE D'INFORMATION RELATIVE À LA PROLONGATION DE DÉLAI DE DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS SUR LA PLATEFORME ÉLECTRONIQUE DU GUICHET UNIQUE DE DÉPÔT DES ÉTATS FINANCIERS (GUDEF)

N° 007-2026/OTR/CG/CI/DCF

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables et des partenaires que le délai de dépôt des états financiers, initialement fixé au 30 avril pour les personnes morales autres que les sociétés et compagnies d'assurances et de réassurances sur la plateforme électronique du GUDEF, est prorogé de dix (10) jours à compter de son échéance, soit jusqu'au 10 mai 2026.

Cependant, cette mesure, qui entraîne la suspension des pénalités pour dépôt après délai des états financiers, ne s'applique pas aux pénalités relatives à la déclaration et au paiement du solde de liquidation.

Le Commissaire Général remercie les contribuables et les partenaires de l'OTR pour leur collaboration et compte sur leur compréhension.

Fait à Lomé, le 04 mai 2026

Le Commissaire Général

Yawa Djigbodi TSEGAN



## 1 L'impôt, qu'est-ce que c'est ?

L'impôt est une contribution obligatoire versée par les citoyens à l'Etat pour financer les dépenses publiques (écoles, hôpitaux, routes, sécurité...)



## 3 Qui doit payer les impôts ?



Nous sommes tous concernés par l'impôt : que ce soit directement (revenus, entreprises) ou indirectement (TVA sur les achats).

## 5 Où vont nos impôts collectés ?

L'argent que vous payez sous forme d'impôt est versé au Trésor Public, qui est la caisse centrale de l'Etat.



## 7 Comment avoir les vraies informations sur les impôts ?

Désormais contactez notre centre de contacts

**8201**

Une équipe dédiée répond à vos demandes de renseignements et d'informations

Lundi - vendredi | 07h - 19h



ou scannez le QR code pour accéder à notre portail web.



## 2 Les différents types d'impôts

Il existe plusieurs types d'impôts. En voici quelques exemples :



Tous ces impôts participent au fonctionnement de l'Etat. Leur instauration, leur calcul, leur perception et leur contrôle sont encadrés par le Code Général des Impôts et la Loi des Finances votés à l'Assemblée Nationale.

## 4 Qui collecte les impôts ?

L'Office Togolais des Recettes (OTR) est une institution publique créée pour assurer la collecte efficace des impôts et taxes au Togo.



L'OTR a pour missions principales :

- la mobilisation des ressources fiscales et douanières ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ;
- la modernisation des services fiscaux et
- la promotion du civisme fiscal.

Son objectif est d'assurer une collecte transparente, équitable et de contribuer au développement socio-économique du Togo.

## 6 Pourquoi payer ses impôts ?

Les impôts sont utilisés pour financer les dépenses publiques, notamment dans :

<p><b>L'éducation</b></p> <p>Systèmes des enseignements, construction d'écoles, fournitures pédagogiques</p>	<p><b>Les infrastructures</b></p> <p>Construction de routes, ponts, écoles, hôpitaux, réseaux d'eau et d'électricité</p>	<p><b>Les services publics</b></p> <p>Fonctionnement des ministères, préfectures, mairies, gestion des déchets, réajustement, production des ressources naturelles</p>
<p><b>La santé</b></p> <p>Assurances médicales universelles, équipements médicaux, hôpitaux publics, salaires du personnel soignant</p>	<p><b>La sécurité</b></p> <p>Missions de l'armée, protection des citoyens, lutte contre la criminalité, défense du territoire, sécurité aux frontières, soutien en cas de crise</p>	<p><b>La culture</b></p> <p>Musées, bibliothèques, centres culturels, festivals, spectacles, terrains de jeux, soutien aux initiatives sportives, maintien des pratiques</p>